

MIS À JOUR LE 23/12/2021

Médicaments en rétrocession

Depuis la publication du [décret n° 2021-1531 du 26 novembre 2021](#), l'ANSM fixe et publie la liste des médicaments rétrocédables (dite « liste de rétrocession ») mentionnée à l'article L. 5126-6 du code de la santé publique. Cette compétence relevait auparavant du Ministère chargé de la santé.

La rétrocession correspond à la dispensation de médicaments par les pharmacies hospitalières aux patients non hospitalisés, par dérogation ou en complément du circuit habituel des pharmacies de ville.

La rétrocession permet aux patients d'avoir accès à certains traitements malgré leurs contraintes de distribution, de dispensation ou d'administration, ou qui nécessitent un suivi particulier de la prescription ou de la délivrance.

Ces médicaments bénéficient d'une autorisation de mise sur le marché (AMM) ou d'une autorisation d'importation (AI). Certains médicaments peuvent également être nommément inscrits sur cette liste à la demande des ministres chargés de la santé ou de la sécurité sociale.

Enfin, d'autres médicaments peuvent être rétrocedés sans être nommément inscrits sur la liste de rétrocession. Il s'agit des catégories de médicaments suivantes : préparations magistrales ou hospitalières, médicaments bénéficiant d'un accès précoce ou compassionnel.

Evolution de la liste

La liste est mise à jour régulièrement. Les médicaments nouvellement ajoutés apparaissent en gras.

La liste sera prochainement publiée sur le site de l'ANSM. Dans l'attente, vous pouvez la consulter sur le site du Ministère chargé de la santé.



[+ Consulter les décisions de rétrocession](#)

Pour en savoir plus

[L'ANSM est désormais chargée de fixer la liste des médicaments rétrocedés](#)